

PARIS : Les Français jugent qu'il est urgent (87%) de débattre des questions de fin de vie

Un sondage vient de paraître à la veille de la discussion de la proposition de loi sur l'aide active à mourir.

Les Français jugent qu'il est urgent (87%) que l'Assemblée nationale débattre des questions de fin de vie, rappellent leur attachement à la légalisation de l'euthanasie (93%) et du suicide assisté (89%) et déclarent vouloir renoncer à voter pour un candidat à la présidentielle (50%) ou aux législatives (58%) qui s'y serait opposé.

Dans un sondage réalisé du 6 au 7 avril 2021 par l'Ifop, les Français se déclarent une nouvelle fois très attachés à la légalisation de l'aide active à mourir :

- 93% sont favorables à la légalisation de l'euthanasie et 89% à la légalisation du suicide assisté.
- 69% des Français considèrent que la loi actuelle (Claeys-Leonetti de février 2016) doit être fortement modifiée ou abrogée.
- 87% des Français pensent qu'il est urgent que l'Assemblée nationale débattre des questions de fin de vie.
- 83% des Français pensent que l'Assemblée nationale a vocation à porter les questions liées à la fin de vie, à travers un texte de loi.
- 50% des Français déclarent que, dans le cas de l'élection présidentielle de 2022, ils seraient prêts à renoncer à voter

en faveur d'un candidat proche de leur sensibilité politique mais qui, sur les questions liées à la fin de vie, se déclarerait opposé à la légalisation de l'euthanasie.

- 58% des Français déclarent que, si son député était amené à se prononcer contre le vote d'une nouvelle loi sur la fin de vie, légalisant dans certains cas l'euthanasie et le suicide médicalement assisté, ils seraient prêts à renoncer à voter en sa faveur aux prochaines élections législatives.

Le détail des résultats en cliquant [ici](#)